



Intervention de la **CGT** (Sabine Reynosa et Myriam Lebkiri)
à la Conférence de [CAP International](#) (Coalition pour l'abolition de la prostitution)

à l'occasion des **10 ans de la loi abolitionniste française**

à l'Assemblée nationale le 13 avril 2026

**Le corps humain n'est pas une marchandise,
la prostitution n'est pas un travail**

Si nous sommes ici aujourd'hui, ce n'est pas simplement pour commémorer une date, c'est avant tout pour rappeler un principe fondamental et non négociable : le corps humain n'est pas une marchandise. Car ce principe est aujourd'hui attaqué. Dans les médias, les universités, le débat public, un discours avance masqué. Un discours qui détourne les mots pour faire passer la prostitution pour un travail.

Alors nous, en tant que syndicalistes, nous le répétons encore et encore : non, la prostitution n'est pas un travail. Et elle ne le sera jamais.

Nous l'avons démontré en ces mêmes lieux voici 12 ans, lors du lancement de la Coalition pour l'abolition de la prostitution. Et nous venons le redire aujourd'hui, précisément en tant que syndicalistes !

Parce que notre rôle, c'est de refuser l'exploitation, de défendre la dignité, de protéger les corps et la santé. Vous nous imaginez, nous la CGT, qui nous battons pour faire reconnaître et éliminer les violences sexistes et sexuelles au travail, soudain, on accepterait un « métier » dont l'objet même serait d'être exposée à ces violences ?

Car un acte sexuel sous contrainte, c'est un viol. Dans la prostitution, il n'y a plus de séparation entre la personne et la fonction. Comme dit Amelia Tiganus, une femme de ménage travaille avec une serpillière, alors que dans la prostitution, la personne EST la serpillière. Dans le travail, on vend une force de travail, physique ou intellectuelle – pas son intimité. Le sexe doit rester une limite, une barrière, quelque chose qui relève de l'inaliénable. Tout ne se vend pas.

On nous parle de « choix », mais quel choix ? La prostitution ne naît pas de la liberté. Elle se développe sur le terreau de la misère, de la précarité, des inégalités, des violences contre les femmes et les filles, majoritairement migrantes. Ce que cela implique, ce n'est pas de reconnaître la prostitution comme travail, c'est d'agir sur ses causes : lutter contre la pauvreté, contre la précarité, contre les inégalités de genre, et garantir des droits effectifs pour toutes et tous.

Nous, syndicalistes, nous savons ce que vaut le « volontariat » dans un monde inégalitaire. S'il existe un salaire minimum, un temps de travail maximum et d'autres dispositions d'ordre public, c'est précisément pour empêcher une « acceptation » contrainte de conditions indignes. C'est pour protéger la société tout entière.

Dire que la prostitution est un travail, c'est instaurer :

- un travail sans limite,

- un travail où la violence devient la norme,
- un travail où l'atteinte au corps et à l'intimité est une condition d'exercice.

La prostitution entraîne violences physiques, traumatismes psychiques, stress posttraumatiques et recours aux drogues pour tenir.

Depuis quand cela constituerait-il un travail décent ? Depuis quand subir violences et humiliation serait un métier ? Depuis quand devrait-on apprendre en formation professionnelle à se dissocier pour supporter l'insupportable ?

La prostitution n'est pas une activité comme une autre, c'est un système :

- un système patriarcal, où des hommes achètent, et des femmes et des filles sont achetées ;
- un système capitaliste, où les corps deviennent des marchandises ;
- un système de classes, où les plus précaires sont en première ligne ;
- un système traversé par le racisme et les héritages coloniaux.

Et ce système, certains voudraient aujourd'hui le banaliser, le légaliser, le normaliser. Mais organiser l'exploitation, ce n'est pas la combattre ; réglementer la violence, ce n'est pas la supprimer.

Accepter la prostitution comme travail, c'est accepter qu'il existe une catégorie de personnes, de femmes, de fillettes dont le corps peut être acheté. C'est franchir une ligne rouge.

Alors oui, l'abolition du système porno-prostitutionnel est une lutte syndicale, une lutte contre l'exploitation, une lutte pour l'égalité, une lutte pour la dignité.

Aujourd'hui plus que jamais, il faut continuer le combat pour :

- protéger les personnes en situation de prostitution,
- renforcer les moyens de sortie, qui sont aujourd'hui notoirement insuffisants,
- faire abroger les lois migratoires injustes,
- combattre les réseaux,
- pénaliser les acheteurs-prostitueurs.

Et il ne faut rien céder sur les principes.

Nos vies ne sont pas à vendre. Nos corps ne sont pas des marchandises. Et la dignité ne se négocie pas.